

GSRI à Montpellier, quand le maire vend une illusion de tranquillité publique au prix de la sécurité des agents

L'incendie criminel ayant détruit plusieurs véhicules du GSRI à Montpellier ne peut être traité comme un simple fait divers. Il met en cause directement un choix politique assumé par le maire Michaël Delafosse, qui présente le GSRI comme une réponse crédible aux problèmes de tranquillité publique.

Les faits sont têtus. Le dispositif dérange suffisamment pour être attaqué. Il crée du trouble chez ceux qui prospèrent sur le désordre, l'occupation illégale de l'espace public et les incivilités chroniques. Mais cette attaque révèle surtout une vérité que le maire refuse d'assumer publiquement.

Les agents du GSRI sont exposés. Vulnérables. Insuffisamment protégés juridiquement. Et pourtant envoyés en première ligne dans des quartiers où la violence, les guets apens et les représailles ciblées sont désormais une réalité.

Le maire persiste à présenter ce dispositif comme un outil de tranquillité publique. Or le GSRI n'est ni une force de police, ni une force de sécurité intérieure. Ses agents ne disposent ni des prérogatives légales, ni des protections statutaires, ni de la couverture juridique nécessaires pour affronter des individus violents et déterminés.

Ce choix politique crée un déséquilibre dangereux.

Une mission assimilable à de la sécurité publique.

Des agents sans les moyens juridiques de se défendre.

Une exposition maximale.

Une protection minimale.

La destruction de véhicules n'est pas un acte anodin. C'est un message. Et la question que le maire refuse de poser devient aujourd'hui centrale. Que se passera-t-il lorsque les attaques viseront directement les agents ? Qui portera la responsabilité politique, juridique et morale lorsqu'un agent sera gravement blessé ou pire ?

À ce jour, la réponse est inquiétante. La chaîne de responsabilité est floue. La protection juridique est faible. L'anticipation du risque est inexistante. Le maire se retranche derrière une communication rassurante pendant que des agents privés assument, seuls, une mission que l'État confie normalement à des forces dotées de garanties fortes.

Ce communiqué ne vise ni les agents, ni leur engagement. Il met en cause un choix politique. Celui de faire croire à une solution de tranquillité publique, tout en exposant

des femmes et des hommes à des risques majeurs sans leur donner les moyens de faire face.

L'incendie des véhicules du GSRI n'est pas un incident isolé.

C'est un avertissement, adressé à la municipalité.

Ignorer ce signal, c'est accepter l'idée que la prochaine étape puisse être irréversible.

Isabelle Perrein

Montpellier le dimanche 21 décembre 2025

06 89 09 78 96

contact@isabelleperrein2026.fr



RETROUVER
notre sécurité

RÉCONCILIER
les mobilités

GAGNER
le combat de la propreté

CONSTRUIRE
un cadre de vie durable

BOOSTER
l'économie et l'emploi

RÉACTIVER
l'ascenseur social